

Motion des enseignants réunis en RIS lundi 25 novembre 2024

Nous, enseignants réunis le 25 novembre à Forbach avec le SNUDI-FO de La Moselle, dénonçons l'absence de soutien de notre hiérarchie et la grande souffrance professionnelle liée à la perte de sens de notre métier, celle-ci résultant directement des prescriptions ministérielles impossibles à mettre en œuvre dans nos écoles et nos classes (école inclusive systématique, diminution du budget de l'EN de 700 millions, évaluations, réformes successives, ...) ainsi qu'à la vétusté des locaux d'enseignement et aux saisies informatiques obligatoires (LPI, ...) qui alourdissent notre charge mentale.

Nous dénonçons l'infâme campagne médiatique à l'œuvre actuellement contre les fonctionnaires, en particulier contre les enseignants dont le taux d'absence demeure un modèle, malgré des conditions de travail extrêmement dégradées et une grande exposition aux maladies contagieuses). Cette campagne diffamatoire entend motiver et soutenir la volonté du gouvernement (par ailleurs illégitime compte tenu de sa représentation aux dernières élections) de mettre en place 3 jours de carence et d'indemniser les jours d'arrêt maladie à hauteur de 90% du salaire plutôt que 100%, de supprimer un jour férié et d'abroger la GIPA, disposition déjà bien maigre pour compenser l'absence de revalorisation du point d'indice et la perte de plus de 28 % de notre pouvoir d'achat depuis 2000. De plus, ce climat de « prof bashing » conforte également les usagers de l'école (parents, élèves ...) dans leur manque de respect quotidien.

STOP AU MÉPRIS INSTITUTIONNEL

L'ÉCOLE ET LES SERVICES PUBLICS SONT L'AFFAIRE DE TOUS !

Nous exigeons immédiatement :

- retrait du projet concernant les 3 jours de carence et à l'indemnisation des jours maladie à 90 %
- non suppression de la GIPA
- augmentation de 10 % du point d'indice pour l'ensemble des échelons peu importe l'ancienneté.

Nous réaffirmons nos exigences :

- Oui à une véritable médecine du travail automatique pour tous les personnels
- Non aux suppressions de postes : 4000 dans l'EN dont 3155 dans le 1er Degré
- Pour des créations des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour accueillir les élèves qui en ont besoin
- Pour un statut et un vrai salaire pour les AESH
- Pour le recrutement d'enseignants spécialisés à hauteur des besoins
- Pour l'abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive
- Non aux coupes budgétaires dans les services publics
- Pour l'abrogation de la réforme des retraites
- Pour un allègement des tâches administratives et la multiplicité des réunions de travail inefficaces.
- Pour l'abandon des formations en constellations et le droit à une formation de qualité au choix de l'enseignant.
- Pour un véritable soutien face aux remises en causes de la laïcité et du programme.

Pour gagner sur nos revendications, nous considérons que l'heure est à la grève pour gagner, la grève jusqu'à satisfaction des revendications et non pas à une mobilisation perlée «pour durer» ou à une nouvelle journée d'action inefficace.

Motion adoptée à l'unanimité